

Brochure n° 3117

**Convention collective nationale**

**IDCC : 843. – BOULANGERIE-PÂTISSERIE  
(Entreprises artisanales)**

**AVENANT N° 104 DU 14 JANVIER 2013  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA ET À LA VALEUR DU POINT  
AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2013**

NOR : ASET1350215M

IDCC : 843

Entre :

La CNBPF,

D'une part, et,

La CFE-CGC ;

La FGTA FO ;

La CSFV CFTC ;

La FGA CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le salaire horaire minimum professionnel défini par l'article 10 de la convention collective nationale est fixé ainsi qu'il suit à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013 :

1. Pour les coefficients 155 à 180 :

- la valeur monétaire du point est fixée à 0,0184 € ;
- la valeur monétaire de la constante est fixée à 6,668 €.

2. Pour les coefficients 185 à 240 :

- la valeur monétaire du point est fixée à 0,018364 € ;
- la valeur monétaire de la constante est fixée à 6,782640 €.

(Il est rappelé que : salaire horaire = valeur monétaire du point × coefficient hiérarchique + constante monétaire).

## Article 2

Il résulte des dispositions de l'article 1<sup>er</sup> du présent avenant que le salaire horaire minimum professionnel est à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013 :

### a) Pour le personnel de fabrication

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE
155	9,52
160	9,61
170	9,80
175	9,89
185	10,18
190	10,27
195	10,36
240	11,19

### b) Pour le personnel de vente

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE
155	9,52
160	9,61
165	9,70
170	9,80
175	9,89
180	9,98
185	10,18
190	10,27

### c) Pour le personnel de services

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE
155	9,52
160	9,61
170	9,80

## Article 3

Les dispositions de l'article 3 « Rémunération » de l'avenant n° 97 relatives au statut du personnel d'encadrement sont partiellement modifiées.

Ainsi, les salariés cadres 1 bénéficient, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, d'une rémunération annuelle brute de 31 373 € pour un forfait annuel de 218 jours de travail.

Et les salariés cadres 2 bénéficient, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, d'une rémunération annuelle brute de 45 012 € ; étant rappelé que ces salariés ne sont pas soumis aux dispositions légales relatives à la durée du travail.

#### **Article 4**

Les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 21 « Durée du travail » de la convention collective nationale relatives aux heures dites « heures d'équivalence hebdomadaires » sont abrogées.

#### **Article 5**

##### *Dépôt et extension*

Le présent avenant, établi en vertu des articles L. 2221-2 et suivants du code du travail, est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 14 janvier 2013.

(Suivent les signatures.)